

Publié le 17 janvier 2011 à 06h00 | Mis à jour le 17 janvier 2011 à 06h00

La sainte alliance



[Alain Dubuc](#)
La Presse

Avant les Fêtes, une nouvelle entité politique est née au Québec, l'Alliance sociale, en principe un mouvement qui veut lutter contre la montée de la droite et proposer une alternative progressiste.

Je dis en principe parce qu'il s'agit moins d'un mouvement politique que d'une coalition syndicale comme on les connaît bien au Québec. Tout le monde est là - la FTQ, la CSN, la CSQ, la CSD, les syndicats des professionnels du gouvernement, des fonctionnaires, des professionnels de la santé. Heureusement, deux associations étudiantes, la FEUQ et la FECQ, sont venues à la rescousse pour créer l'illusion de la diversité.

L'idée des leaders syndicaux était probablement qu'un paravent politique au discours progressiste permettrait d'embrocher ce qui n'est rien d'autre que la défense des employés de l'État aux prises avec des politiques d'austérité. L'enjeu est légitime, mais peu susceptible de créer un vaste mouvement de sympathie dans la population.

Car ce regroupement est moins le porteur d'un projet de gauche fouillé qu'un prévisible mouvement d'opposition au dernier budget du gouvernement Charest. On est contre ses mesures dites de droite - taxe sur la santé, hausse éventuelle des droits de scolarité. On veut faire payer les riches. Mais surtout, on est contre l'engagement de ramener le déficit à zéro en trois ans, en 2013-2014. Un rythme jugé beaucoup trop rapide.

Depuis 40 ans, pour des raisons que l'on devine, les centrales syndicales ont été au premier rang de ceux qui s'opposaient à l'élimination du déficit et à la réduction de la dette. Rétrospectivement, elles avaient tort. Cela sera encore le cas cette fois-ci.

Il est vrai que, dans plusieurs pays industrialisés, on ne veut pas s'attaquer aux déficits engendrés par la crise avec trop d'empressement, pour éviter que la rigueur financière ne compromette la reprise. Mais on ne peut pas importer ce discours au Québec.

D'abord parce qu'ici, la récession est bel et bien terminée. Pendant que certains pays, comme les États-Unis et la France, n'arrivent pas à casser le chômage, le Québec a non seulement récupéré tous les emplois éliminés pendant la crise, il en a créé 67 800 de plus. Mais aussi parce que le Québec a des problèmes qui lui sont propres. Parce que sa dette était déjà très élevée avant la récession, chaque année de déficit fait plus mal qu'ailleurs. Et parce qu'il s'approche d'un plateau démographique, plus il attend pour s'attaquer au déficit, plus ce sera difficile.

Voilà le genre d'idées de droite que veut combattre l'Alliance sociale. Le problème, c'est que c'est non seulement le point de vue du gouvernement libéral, mais que c'est aussi celui du PQ et de l'ADQ, qui craignent surtout que le gouvernement n'arrive pas à respecter ses objectifs. C'est aussi ce que croient une majorité de Québécois. En fait, un seul député n'est pas d'accord, Amir Khadir le bien-aimé.

Cela suscite une remarque arithmétique. Sur papier, cette alliance représente quelque chose comme 1,4 million de personnes. Québec solidaire, le seul parti sur la même longueur d'onde, n'a recueilli que 122 618 voix dans l'ensemble du Québec aux dernières élections. Cherchez l'erreur.

Ensuite une réflexion sur la démocratie. Quand le mouvement syndical s'oppose à de grandes orientations de politiques publiques, qu'il est en porte-à-faux avec le discours dominant, n'y a-t-il pas un moment où il devrait cesser de se contenter d'un confortable rôle de groupe de pression pour choisir un engagement politique plus formel?

Poser la question, c'est y répondre. Si les leaders de cette alliance appuyaient le seul parti qui épouse leurs vues, Québec solidaire, ils se feraient lyncher par leurs membres. Et s'ils se présentaient eux-mêmes à l'électorat avec leurs idées, ils se feraient laver. Il n'est pas inutile de le rappeler.

Partager

Recommander 131

10

publicité